

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Chine & Mongolie

Une publication du SER de Pékin
Semaine du 22 avril 2024

Chine continentale

Conjoncture [\(ici\)](#)

Immobilier: première restructuration d'un développeur en Chine continentale depuis le début de la crise

Finances publiques: au T1 la Chine enregistre un déficit de 1 638 Mds CNY, en hausse de +3,5 % en g.a.

Emploi: légère baisse du taux de chômage officiel au T1

Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

Relation Chine-UE : Le parlement européen approuve l'interdiction de produits issus du travail forcé sur le marché européen.

Relation Chine-UE : la Commission européenne ouvre une enquête sur l'accès aux marchés publics chinois de dispositifs médicaux

Relation Chine-US : le président Biden annonce de nouvelles mesures contre l'acier et l'aluminium chinois

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Automobile: baisse marquée du taux d'utilisation des capacités industrielles au T1 2024, à 64,9 %

Smartphones : confronté à une baisse massive de ses ventes, Apple met fin à la vente d'applications interdites en Chine sur son AppStore

Intelligence artificielle: l'administration chinoise du Cyberspace autorise l'entrée en opérations de nouveaux algorithmes

Intelligence artificielle: Baidu et Alibaba Cloud promeuvent l'usage du modèle génératif de langage (LLM) open-source Llama-3 de Meta

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Les centrales à charbon ne représentent plus que 39,3% des capacités électriques installées chinoises, tandis que les capacités non fossiles représentent près de 55 %

Charbon : un système de réserve de charbon sera mis en place d'ici 2027

Solaire : pénurie de ressources foncières : en Chine, il est de plus en plus difficile de trouver des terrains pour construire des centrales PV

Hydrogène : le Sichuan exempte les véhicules à hydrogène de péages et supprime l'obligation d'obtenir une « licence de production de produits chimiques dangereux » pour tous les projets de production d'hydrogène par électrolyse

Aviation civile : China Eastern ouvre une ligne directe entre Shanghai et Marseille

Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

Hong Kong [\(ici\)](#)

Bourse : la chaîne de magasins de thé chinoise ChaPanda chute de 27% lors de la plus grande IPO de 2024 à Hong Kong

Technologie : des accélérateurs mondiaux établissent des filiales à Hong Kong en collaboration avec le Hong Kong-Shenzhen Innovation and Technology Park (HSITP)

Emploi : les banquiers d'investissement de Hong Kong font face à des suppressions d'emplois en raison du ralentissement en Chine

Acquisition : CK Group acquiert Phoenix Energy, la plus grande société de réseau de gaz naturel en Irlande du Nord pour 941 M USD

Taiwan [\(ici\)](#)

Situation économique au T1 2024 : la filière des TIC retrouve un niveau normal d'activité, mais une reprise des industries traditionnelles est toujours attendue

Chine continentale

Conjoncture

Immobilier : première restructuration d'un développeur en Chine continentale depuis le début de la crise

D'après [Caixin](#), Jinke est le premier grand groupe immobilier à entrer officiellement dans une procédure de restructuration pour faillite depuis le début de la crise immobilière en Chine continentale. Jinke entamerait des négociations de réduction de dettes par la conversion de celle-ci en capitaux propres grâce à un accord avec Great Wall Guofu Real Estate, une filiale de Great Wall Asset Management.

Le 22 avril, le tribunal de Chongqing a déclaré l'incapacité du promoteur à payer ses dettes, qui s'élèvent à 227,1 Mds CNY (30 Mds EUR) soit 87,24% des actifs selon [Yicai](#). Le groupe cherche à restructurer sa dette depuis mai 2023 et fait face à un risque de liquidité important depuis 2021. Jinke est le principal promoteur du Sud-Ouest de la Chine avec plus de 200 Mds CNY (26,3 Mds EUR) de ventes en 2020. Côté à la bourse de Shenzhen depuis 2011, sa valeur boursière a chuté de 90 % entre 2020 et 2023.

Cette première restructuration d'un promoteur immobilier d'envergure nationale pourrait servir de modèle à d'autres, quand jusqu'ici la solution privilégiée a été de repousser continuellement les échéances de paiement.

Finances publiques : T1, la Chine enregistre un déficit de 1 638 Mds CNY, en hausse de 3,5 % en g.a.

Nota Bene : le Ministère des finances détaille les recettes et les dépenses du budget général national (dit « premier compte public ») regroupant les niveaux central et local, et publie également le « deuxième compte public », qui correspond à divers fonds publics. Le déficit officiel est le solde du seul premier compte, après transferts et ajustements avec les autres comptes. Les données concernant le troisième et le quatrième compte, qui couvrent respectivement des fonds liés aux capitaux d'Etat et les caisses de sécurité sociale, ne font pas l'objet de communication mensuelle par le MoF. Pour une étude plus détaillée de cette structuration comptable, voir [cette publication](#).

Au T1, la Chine enregistre un déficit public au niveau de ses deux premiers comptes publics de 1 638 Mds RMB (234 Mds EUR), contre un déficit de 1 582 Mds RMB au T1 2023. Dans le détail du premier compte, les recettes publiques s'établissent sur la période à 6087,7 Mds RMB, en baisse de 2,3 % en g.a.

Libellé	En Mds RMB	T1 (en g.a.)
Recettes Totales	6087,7	-2.3 %
TVA domestique	2004,9	-7,1 %
Taxe sur la consommation	511,1	+10,0 %
Impôts sur les sociétés	1178,0	+1,0 %
Impôts sur les individuels	424,0	-4,5 %
TVA & TC de l'importation	445,3	-2,7 %
Droits de douane	56,7	-8,6 %

Remise de taxe à l'exportation	662,4	+19,8 %
Taxe d'entretien urbain et de construction	138,4	-7,3 %
Taxe sur les achats d'automobile	70,0	+10,5 %
Droits de timbre	88,8	-16,2 %
Taxe sur les ressources naturelles	74,3	-17,8 %
Taxe sur les terres et les immobiliers	549,5	+4,7 %
Taxe sur la protection environnementale	5,9	+12,2 %
Divers		
Dépenses Totales	6985,6	+2,9 %
Education	1043,6	+2,5 %
Science & technologie	193,8	-4,1 %
Culture, tourisme, sport & média	81,2	+4,6 %
Sécurité sociale & emploi	1270,8	+3,7 %
Hygiène & santé	573,5	-10,7 %
Economie d'énergie & protection d'environnement	122,3	-2,4 %
Communautés urbaines & rurales	561,4	+12,1 %
Agriculture, forestier & eau	518,5	+13,1 %
Transport	312,6	-3,7 %
Remboursement des dettes	242,0	+4,8 %

Emploi : légère baisse du taux de chômage officiel au T1

NB : Le taux de chômage urbain, n'intègre qu'imparfaitement les données relatives aux travailleurs migrants. Certaines estimations portent à 50% la part de la population active exclue des statistiques.

A la fin du T1, le taux de chômage urbain officiel s'élève à 5,2 %, soit une baisse de 0,3 point en g.a. Le nombre total de travailleurs migrants ruraux s'élève à 186 millions, soit une augmentation de 2,2% en g.a. Au total, l'emploi est jugé « relativement stable » par les autorités. L'emploi des 16-24 ans, de nouveau publié depuis janvier après six mois d'interruption – visant à revoir le mode de comptabilisation – est resté stable en mars à 15,3 %.

De janvier à mars, 3 millions de nouveaux emplois urbains ont été créés en Chine, soit un quart de l'objectif annuel fixé à 12 millions. Les secteurs du transport, la logistique, la restauration et le tourisme sont les plus dynamiques.

Retour au sommaire [ici](#)

Échanges et politique commerciale

Relation Chine-UE : le parlement européen approuve l'interdiction de produits issus du travail forcé sur le marché européen.

Le 23 avril, le parlement européen [a adopté](#) un nouveau règlement permettant à l'UE d'interdire la vente, l'importation et l'exportation de biens issus du travail forcé. Le texte doit maintenant être formellement approuvé par le Conseil de l'UE et rentrera ensuite en vigueur d'ici 2027. Selon les dispositions de ce nouveau règlement, les autorités nationales pourront lancer des enquêtes sur les produits soupçonnés d'être liés au travail forcé et les interdire sur le marché de l'UE.

La production chinoise impliquant la minorité Ouïghoure est particulièrement concernée. Un [rapport](#) mis à jour en février 2024 avait établi des liens entre des grandes marques européennes de vêtements et le travail forcé dans des camps de détention de la région chinoise du Xinjiang.

Pour rappel, plusieurs pays occidentaux ont condamné le travail forcé des Ouïghours dans la région chinoise du Xinjiang, ce que Pékin conteste.

Relation Chine-UE : la Commission européenne ouvre une enquête sur l'accès aux marchés publics chinois de dispositifs médicaux

Le 24 avril, la Commission européenne [a ouvert](#) de sa propre initiative une enquête au titre de l'instrument relatif aux marchés publics internationaux (IMPI) concernant les mesures et les pratiques de la Chine sur les marchés publics de dispositifs médicaux.

L'enquête, d'une durée maximale de 9 mois, devra déterminer si les mesures et pratiques allégués de la Chine existent et entraînent une restriction grave et récurrente à l'accès des opérateurs économiques européens aux marchés publics chinois de dispositifs médicaux. Au terme de l'enquête, si la Commission conclut que les mesures et pratiques allégués constituent des obstacles sérieux et récurrents à l'accès des opérateurs européens aux marchés publics chinois de dispositifs médicaux, la Commission pourra décider à son tour de restreindre l'accès des opérateurs chinois aux marchés publics européens.

En réaction à cette annonce, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois [a qualifié](#) l'UE de protectionniste et l'a exhorté à respecter les règles de l'OMC.

Pour rappel, l'instrument IMPI permet à l'UE de rétablir une réciprocité d'accès à ses marchés publics par rapport au degré d'ouverture de certains marchés publics étrangers. Il s'agit de la première enquête ouverte par la Commission au titre de l'IMPI depuis son entrée en vigueur en 2022.

Relation Chine-US : Le président Biden annonce de nouvelles mesures contre l'acier et l'aluminium chinois

Le 17 avril, le président Biden [a annoncé](#) plusieurs mesures contre les pratiques déloyales de la Chine dans les secteurs de l'acier, de l'aluminium et de la construction navale. Un triplement de certains droits de douane ciblant l'acier et l'aluminium – dont le périmètre exact n'est pas encore connu – est envisagé par le bureau du représentant américain au Commerce (USTR) dans le cadre de la revue globale des droits de douane au titre de la Section 301 (voir les [Brèves du 19 avril 2024 publiées par SER des États-Unis](#)).

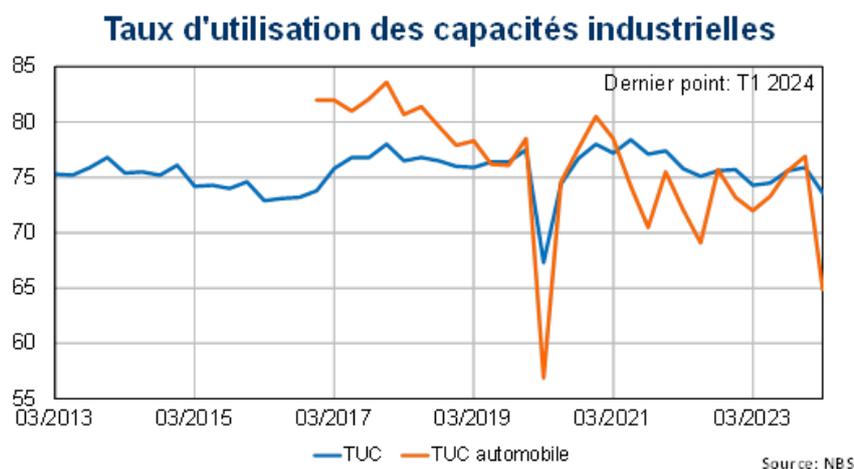
En réaction, le porte-parole du ministère chinois du Commerce (MofCom) [a critiqué](#) cette dernière mesure américaine « unilatérale et protectionniste », ajoutant que depuis 2018, les États-Unis ont déjà été condamnés pour avoir abusé le concept de la « sécurité nationale », imposé des droits de douane supplémentaires, et « forcé » des partenaires commerciaux à accepter des conditions inéquitables en violation des règles de l'OMC.

Retour au sommaire [ici](#)

Industrie et numérique

Automobile : baisse marquée du taux d'utilisation des capacités industrielles au T1 2024, à 64,9 %

[Selon le Bureau national des Statistiques \(NBS\)](#), le taux d'utilisation des capacités industrielles était de 64,9 % dans l'automobile au premier trimestre 2024 (soit une chute de 7,1 pp en g.a.), sachant que les usines automobiles doivent idéalement tourner à 80 % de leurs capacités au minimum pour être rentables. La baisse de la demande chinoise pour les véhicules thermiques et de l'activité industrielle associée [pourrait](#) constituer un facteur d'explication de cette tendance. À titre de comparaison, le taux d'utilisation des capacités industrielles tous secteurs confondus s'élevait à 73,6 % au T1 2024, en diminution de 0,7 pp en g.a.. Cet indicateur a atteint un point bas inédit depuis 2016 (hors T1 2020).



Dans un [communiqué](#) récent, la Commission nationale pour le Développement et la Réforme (NDRC) a anticipé une intensification de la guerre des prix entre les constructeurs de véhicules électriques et hybrides cette année (à noter de nouvelles baisses de prix chez [Tesla et Li Auto](#) en avril). La NDRC a également estimé que la demande de véhicules à énergies nouvelles (VEN) progresserait de 2,1 M d'unités en 2024. Toutefois, les trois principales marques de VEN (BYD, Aito, Li Auto) ont prévu d'augmenter leurs livraisons de 2,3 M d'unités, signalant une offre excédentaire.

Smartphones : confronté à une baisse massive de ses ventes, Apple met fin à la vente d'applications interdites en Chine sur son AppStore

Apple a déclaré avoir retiré les applications de communication mobile WhatsApp et Threads de la version chinoise de l'Apple Store, sur la base d'une instruction de l'administration chinoise du Cyberspace (CAC) justifiée par des « préoccupations liées à la sécurité nationale ». Ces déréférencements interviennent alors que les régulateurs chinois durcissent l'accès des applications étrangères au marché chinois [selon le Financial](#)

[Times](#). Une nouvelle mesure de la CAC et du MIIT fixe au 1er avril la date limite pour que les applications opérant en Chine s'enregistrent formellement auprès du gouvernement, Les développeurs doivent alors créer une société locale ou faire appel à un éditeur local et héberger l'infrastructure numérique de l'application en Chine.

Les utilisateurs chinois avaient auparavant la possibilité d'accéder à certaines applications occidentales officiellement bloquées dans le pays, mais toujours disponibles sur les magasins d'applications nationaux pour les utilisateurs munis de VPN (interdits d'utilisation pour les particuliers en Chine).

Cette annonce intervient alors qu'Apple connaît une baisse considérable de ses ventes de *smartphones* en Chine au T1 2024. Selon un rapport de Counterpoint Research cité par le Financial Times, les ventes d'iPhone ont chuté de 24 % en g.a. au cours des six premières semaines de l'année. Apple doit désormais faire face à la concurrence accrue des fabricants chinois dans le segment haut de gamme du marché (notamment Huawei) et à l'interdiction imposée aux fonctionnaires d'utiliser des iPhones. Dans le même temps, le marché dans son ensemble a progressé d'environ 1,5 % [selon Bloomberg](#).

Intelligence artificielle : l'administration chinoise du Cyberspace autorise l'entrée en opérations de nouveaux algorithmes

394 algorithmes ont été approuvés [le 11 avril dernier](#), soit le plus grand nombre d'algorithmes autorisés en une seule vague. Cela indique à la fois une augmentation rapide de la concurrence dans l'espace de l'IA et une accélération des approbations réglementaires pour les nouveaux outils d'IA. Depuis mars 2022, la Chine a approuvé l'entrée en opération auprès du public de 940 algorithmes répartis en cinq vagues d'autorisations.

En vertu de la réglementation chinoise, les développeurs doivent enregistrer leurs algorithmes auprès de la CAC pour examen afin de garantir la sécurité des algorithmes devant servir à des services auprès du public. Ces listes donnent un aperçu intéressant de l'état de la compétitivité de l'IA en Chine et des entreprises qui lancent d'importants services basés sur l'IA, ainsi que de l'ampleur des activités de développements d'algorithmes en Chine ; le nombre atteint pour cette édition indique donc une accélération des efforts chinois de développement d'algorithmes en Chine.

Pour mémoire, la CAC a publié le 4 janvier 2022 des règles concernant la réglementation des algorithmes de recommandation ([voir les brèves du SER de Pékin – semaine du 3 janvier 2022](#)). Ces dispositions introduisent un mécanisme d'examen spécifiques aux algorithmes destinés au développement de solutions numériques destinés au public. Elles visent à prévenir le ciblage malveillant des personnes âgées, la fraude et la diffusion de fausses informations. En 2021, la surveillance accrue de la Chine dans ce domaine a conduit à la répression de l'utilisation par les sociétés Internet

d'algorithmes favorisant la dépendance à Internet et incitant les consommateurs à dépenser de l'argent.

Intelligence artificielle : Baidu et Alibaba Cloud promeuvent l'usage du modèle génératif de langage (LLM) open-source Llama-3 de Meta

Alibaba Cloud et Baidu ont mis à disposition le modèle LLM Llama 3 de Meta sur leurs plateformes de services cloud suite à la publication du modèle le 18 avril dernier. Baidu le propose notamment sur sa plate-forme de développement d'applications IA destinées aux entreprises Qianfan, aux côtés de modèles de la famille Ernie développé par Baidu, et d'autres modèles *open-source* chinois ou étrangers (pour un total de 79 modèles IA).

En parallèle, Alibaba Cloud a également proposé Llama-2 sur sa plateforme Bailian, qui fournit une série d'outils et de services pour aider les clients à construire et à former leurs propres modèles et applications IA développés sur le cloud d'Alibaba.

La sortie des Llama 3 8B et 70B permet aux développeurs chinois d'applications d'IA d'accéder à des modèles ouverts plus puissants. Alors que la Chine restreint presque tous les LLM occidentaux, ces réglementations ne s'appliquent pas aux modèles libres qui ne sont pas utilisés pour fournir des services d'IA générative au public.

Retour au sommaire [ici](#)

Développement durable, énergie et transports

Les centrales à charbon ne représentent plus que 39,3% des capacités électriques installées chinoises, tandis que les capacités non fossiles représentent près de 55 %

Brève publiée dans les brèves nouvelles énergies en Chine

D'après le média chinois spécialisé [BJX](#), les centrales au charbon ne représentent plus que 39,3% des capacités électriques installées chinoises, tandis que la capacité électrique installée en Chine de non-fossiles atteint désormais 54,6% (1,6 TW), dont 37,5% (1,1 TW) de renouvelables intermittentes. La Chine a installé [37 GW](#) de solaire en janvier-février 2024 (soit +80 % en g.a.), pour une capacité installée totale de [650 GW](#). La capacité installée totale d'éolien est de [450 GW](#). Cependant, Les taux d'effacement pour le PV et l'éolien sont supérieurs [à 5%](#) dans près de la moitié des provinces chinoises, un niveau inédit depuis 2021 (6,3% pour l'éolien et de 6,6% pour le solaire), notamment dans les grandes provinces du nord-ouest mais aussi plusieurs provinces proches des côtes (Hebei, Jilin, Henan). Selon le vice-président du China Electricity Council, regroupement d'entreprises du secteur qui publie régulièrement des statistiques en la matière, la capacité installée de renouvelables intermittentes en Chine atteindra 1,3 TW d'ici la fin de l'année 2024, pour représenter environ 40% de la capacité totale. Noter que la baisse de la part des centrales au charbon (1,2 TW) est loin d'être synonyme d'arrêt des nouveaux projets (voir brèves du 15 avril 2024). Selon l'Association chinoise de l'industrie du charbon, au cours de la 14e période du plan quinquennal (2021-25), les capacités additionnelles de production de charbon ont atteint 600 Mt par an, la production de charbon brut augmentant à un taux annuel moyen de 4,5 % entre 2020 et 2023, pour atteindre [4,7 milliards de tonnes](#) en 2023.

Charbon : un système de réserve de charbon sera mis en place d'ici 2027

Le 19 avril, la NDRC et la NEA ont [publié](#) des lignes directrices pour le développement d'un système de réserve de production de charbon thermique afin de stabiliser l'approvisionnement aux centrales et les prix en cas de « [circonstances extrêmes](#) ». D'ici 2027, les autorités auront mis en place le système de réserve et identifié les projets de mines de charbon éligibles pour y participer. D'ici 2030, le système de réserve fournira 300 Mt

par an de capacité de production de charbon thermique distribuable, disponible pour être exploitée en cas de diminution de l'offre.

La capacité de production de réserve sera concentrée dans les quatre grandes provinces charbonnières (Mongolie intérieure, Shanxi, Shaanxi, Xinjiang), les mines participantes allouant 20 à 30 % de leur capacité à la production de réserve. Le système ne couvrira pas le charbon à coke, qui est utilisé dans la fabrication de l'acier. Pour rappel, la Chine a produit un record de 4,7 Mds t de charbon en 2023. Les objectifs de réserve pour 2030 représentent 6,4 % de la production de 2023, alors que l'objectif de la Chine est de maintenir des réserves équivalent à 15 % de sa production annuelle, même celle-ci doit diminuer d'ici à 2030. En établissant un système de réserves, la Chine cherche à atténuer les risques liés à l'approvisionnement en charbon, sans encourager la surproduction, réaffirmant le charbon comme pilier de la sécurité énergétique.

Solaire : pénurie de ressources foncières : en Chine, il est de plus en plus difficile de trouver des terrains pour construire des centrales PV

Brève publiée dans les brèves nouvelles énergies en Chine

D'après le [BJX](#), depuis le début de l'année, de nombreux projets PV ont été retardés dans leur connexion au réseau, suspendus ou démolis en raison de problèmes d'utilisation des terres. Les gouvernements locaux resserrent leurs politiques foncières, comme au Guangdong où un projet de 350 MW a été retiré de la liste provinciale des projets en cours de mise en oeuvre car le terrain envisagé pour construire le projet n'était pas conforme aux nouvelles exigences réglementaires. Dans l'Anhui, plusieurs projets ont été rectifiés et deux parcs indument construits sont en cours de démantèlement. Ces cas ne sont pas isolés en Chine et de nombreuses provinces sont concernées, en particulier celles disposant de peu de réserves d'espace car densément peuplées ou fortement accidentées. En outre, les coûts fonciers sont en augmentation, ce qui implique une réévaluation des compensations financières des propriétaires expropriés dans le cadre d'accords conclus les années précédentes. Polaris mentionne plusieurs projets dans les provinces du Yunnan, Guizhou, et Anhui pour lesquels les compensations financières pour la cession des terrains ont été fortement augmentées. La tension sur les ressources foncières devrait accélérer la tendance en cours : installations centralisées situées dans des zones de plus en plus isolées au Nord et à l'Ouest du pays, installations presque exclusivement distribuées à l'Est, et accélération du déploiement des installations offshores (posées ou flottant).

Hydrogène : le Sichuan exempte les véhicules à hydrogène de péages et supprime l'obligation d'obtenir une « licence de production de produits chimiques dangereux » pour tous les projets de production d'hydrogène par électrolyse

Brève publiée dans les brèves nouvelles énergies en Chine

D'après le [BJX](#), ces mesures sont extraites du « Plan d'action [provincial] visant à promouvoir le développement de la chaîne industrielle de l'énergie hydrogène (2024-2027) » qui a été publié pour commentaires par le département provincial de l'industrie et des technologies de l'information. Si cette mesure est conservée dans le plan d'action final, le Sichuan serait seulement la deuxième province de Chine après le Shandong à supprimer les péages autoroutiers pour les véhicules à hydrogène. Elle serait la cinquième province après le Jilin, le Hebei, la Mongolie Intérieure et le Xinjiang à supprimer l'obligation de licence de production de produits chimiques dangereux pour la production d'hydrogène vert. Ce type d'obstacles réglementaires ont longtemps constitué des freins au développement de l'industrie de l'hydrogène en Chine. Les cinq provinces qui ont levé cette obligation sont celles où ont été annoncés la grande majorité des projets de production d'hydrogène vert de grande échelle en Chine. Cette annonce intervient peu après la publication des autorités de Mongolie Intérieure, qui ont par ailleurs autorisé le développement de projets de production d'hydrogène vert « en dehors des parcs industriels chimiques », autre limitation récurrente.

Par ailleurs, toujours d'après le [BJX](#), SINOPEC a fait rouler deux camions lourds à hydrogène entre Pékin et Shanghai (sur 1500 km), constituant le premier test longue distance et interrégional de véhicules hydrogène en Chine. Ces camions sont équipés d'une pile à combustible de 180 kW et ont une autonomie maximale de 600 km. Pour rappel, l'utilisation des véhicules à hydrogène pour des trajets longue distance est limitée par un réseau de stations de ravitaillement en hydrogène insuffisant et d'importantes variations d'une province à une autre. SINOPEC, qui peut s'appuyer sur son maillage très fin du territoire chinois en stations-services, affine progressivement son réseau de stations de ravitaillement hydrogène, permettant ces premiers voyages longue distance inter-province. Jusqu'à présent, SINOPEC a construit 11 centres d'approvisionnement en hydrogène et 128 stations de ravitaillement, et est ainsi devenue l'entreprise disposant du plus grand nombre de stations de ravitaillement hydrogène au monde.

Aviation civile : China Eastern ouvre une ligne directe entre Shanghai et Marseille

China Eastern Airlines, membre de l'alliance SkyTeam, ouvrira cet été une nouvelle ligne directe entre Shanghai PVG et Marseille. À compter du 2 juillet prochain, trois vols hebdomadaires seront opérés les mardi, vendredi et dimanche sous les numéros FM871 et FM872. Les vols seront opérés en Boeing 787 par Shanghai Airlines, filiale de China Eastern Airlines.

L'ouverture de cette ligne porte à 51 le nombre de fréquences hebdomadaires entre les deux pays, dont 37 opérées par des compagnies chinoises et 14 par Air France.

Retour au sommaire [ici](#)

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Bourse : la chaîne de magasins de thé chinoise ChaPanda chute de 27% lors de la plus grande IPO de 2024 à Hong Kong

Sichuan Baicha Baida, également connue sous le nom de ChaPanda, une chaîne de magasins de thé chinoise fondée en 2008, a connu une chute de 27% de ses actions lors de son introduction en bourse (IPO) à Hong Kong le 23 avril, soit la pire performance pour une IPO de plus de 300 M USD depuis juin 2018. ChaPanda a levé 330 M USD, la plus grande IPO à Hong Kong en 2024. La performance décevante de ChaPanda suscite des inquiétudes pour les autres chaînes de thé qui prévoient de faire leur entrée en bourse à Hong Kong, telles que Mixue Group, Goodme et Auntea Jenny. Par ailleurs, les actions de la société Tianjin Construction Development Group Co., qui fournit des services d'ingénierie, ont chuté de 39 % lors de son IPO à Hong Kong le 23 avril et avec un montant levé de 20 M USD.

Les IPO à Hong Kong ont atteint un total de 604 M USD au cours du premier trimestre de 2024, soit une baisse de 29 % en g.a. Alors que le marché des IPO à Hong Kong est en déclin, HKEX vient de nommer Carlson TONG, ancien président de la Securities and Futures Commission et de KPMG China, pour succéder à Laura CHA en tant que président à partir du 26 avril, peu de temps après la nomination de la nouvelle PDG Bonnie CHAN le 1 mars.

Technologie : des accélérateurs mondiaux établissent des filiales à Hong Kong en collaboration avec le Hong Kong-Shenzhen Innovation and Technology Park (HSITP)

ATL ATL Innovation Centre, accélérateur de recherche biomédicale basé à Shanghai, prévoit d'investir 6,4 M USD au cours des trois prochaines années pour constituer une équipe à Hong Kong et attirer au moins 20 start-ups du monde entier. ATL ATL prévoit d'inviter des projets scientifiques d'institutions de recherche chinoises à ouvrir des filiales à Hong Kong. Il utilisera également ses propres fonds de capital-risque pour investir dans des innovations locales en partenariat avec les universités de Hong Kong.

Founder Institute, plus grand accélérateur de start-ups « pré-amorçage » au monde, dont le siège est en Californie, ouvrira également un bureau à Hong Kong pour soutenir 100 start-ups mondiales chaque année dans des secteurs tels que les sciences de la vie, le big data et l'intelligence artificielle. Le HSITP propose un espace de 300 hectares situé à Lok Ma Chau Loop

dans le parc technologique de San Tin pour permettre à ces organisations de soutenir les start-ups et les entreprises introduites par les incubateurs.

Emploi : les banquiers d'investissement de Hong Kong font face à des suppressions d'emplois en raison du ralentissement en Chine

Les banquiers d'investissement de Hong Kong font face à des suppressions d'emplois supplémentaires en raison du ralentissement persistant des transactions en Chine. Selon l'analyste principal de Bloomberg Francis CHAN, 200 banquiers de Hong Kong ont déjà perdu leur emploi en 2023.

Morgan Stanley prévoit de supprimer 50 postes de banquiers d'investissement en Asie-Pacifique en avril, 80 % des réductions étant attendues à Hong Kong et en Chine. HSBC Holdings a licencié une douzaine de banquiers en avril, rejoignant ainsi UBS et Bank of America, qui avaient déjà supprimé des postes dans la région cette année. Goldman Sachs, Citigroup et JPMorgan Chase & Co. l'avaient déjà fait de leur côté ces deux dernières années.

Selon une enquête de Hays Asia menée fin 2023, les salaires des banquiers d'investissement à Hong Kong sont de 30 à 100 % plus élevés que ceux basés à Singapour, en Chine et au Japon pour les postes d'analystes et d'associés, et de 40 à 70 % plus élevés pour les directeurs.

Acquisition : CK Group acquiert Phoenix Energy, la plus grande société de réseau de gaz naturel en Irlande du Nord pour 941 M USD

Le conglomérat de Hong Kong CK Group, dirigé par Li Ka-shing, a annoncé le 24 avril l'acquisition de Phoenix Energy, la plus grande société de réseau de gaz naturel en Irlande du Nord pour un montant de 941 M USD. La transaction devrait être finalisée d'ici la fin avril.

Fondée en 1996, Phoenix Energy est l'un des trois opérateurs de réseaux de distribution de gaz en Irlande du Nord et la plus grande de ce territoire. Son réseau couvre la moitié de la population locale, y compris la région du Grand Belfast, et représente 78 % des raccordements au gaz en Irlande du Nord.

CK Infrastructure et CK Asset, les branches d'infrastructure et d'immobilier de CK Group, détiendront chacune une participation de 40 % dans le consortium, tandis que Power Assets, son unité internationale d'investissement dans les services publics énergétiques, détiendra le reste.

Cette acquisition marque la première incursion de CK Infrastructure dans un actif en Europe depuis 2017. CK Infrastructure, créée en 1996, détient un portefeuille mondial d'infrastructures principalement implantées au Royaume-Uni, en Australie et en Nouvelle-Zélande.

Retour au sommaire [ici](#)

Situation économique au T1 2024 : la filière des TIC retrouve un niveau normal d'activité, mais une reprise des industries traditionnelles est toujours attendue

Selon les dernières [statistiques du ministère des Finances \(MOF\)](#), les exportations taiwanaises, suite à un recul de -10 % en 2023, s'établissent à 110 Mds USD sur les trois premiers mois de l'année, en hausse de +13 % en glissement annuel, notamment vers les Etats-Unis (+58 %) et l'ASEAN (+33 %). Si les exportations vers la Chine (y/c Hong Kong) diminuent de -1 %, leur part sur le total des exportations taiwanaises continue de baisser pour passer de 35 % au T1 2023 à 31 % au T1 2024. Il faut noter que seuls les produits informatiques et de communication, 2ème poste d'exportation de l'île derrière les composants électroniques (40 Mds USD ; -3 %), enregistrent une augmentation (31 Mds USD ; +125 %), entraînée par une demande externe en hausse des équipements dédiés à l'IA et au calcul haute performance (*High Performance Computing*, HPC). La demande externe des produits industriels traditionnels, tels que les métallurgiques (-4 %), les machines-outils (-2 %) et les plastiques (-6 %), reste néanmoins encore faible. Les importations reprennent également au T1 2024, avec un montant de 91 Mds USD, soit en hausse de +3 %. Au final, l'excédent commercial de Taiwan a doublé par rapport à la même période de l'année précédente, atteignant 19 Mds USD.

Les dernières données publiées par le ministère des affaires économiques (MOEA) démontrent [un rebond des activités industrielles au cours du premier trimestre 2024, avec une hausse de l'indice de production industrielle de +6 %](#) en glissement annuel. Cela s'explique essentiellement par la reprise de la production de l'industrie manufacturière (+6,2 %) qui représente 95 % de la production totale, le secteur des composants électroniques ayant enregistré une progression pendant cette période, dont notamment les circuits intégrés (+13 % en g.a.). De son côté, le *Taiwan Research Institute* (TRI), dans sa dernière publication de l'indice de prospérité de l'électricité (*Electricity Prosperity Index*, EPI), a observé une hausse récente de la consommation électrique dans les industries des TIC ; néanmoins les secteurs manufacturiers traditionnels souffrent encore du contexte géopolitique, tel que l'embargo chinois récent sur les produits pétrochimiques taiwanais. Selon le TRI, l'EPI a connu un rebond modeste au mois de mars 2024 (+0,1 %).

S'agissant du [commerce domestique](#), toujours d'après les statistiques du MOEA, le commerce de gros progresse de +7,5 % par rapport au T1 2023, atteignant 3 006 Mds TWD (89 Mds EUR) sur les trois premiers mois de l'année, en raison d'une hausse des demandes (notamment celles de machines-outils et d'équipements qui augmentent de plus de +20 % en g.a.). Le commerce de détail représente environ 1 150 Mds TWD (34 Mds

EUR), également en hausse de 3 %, tout comme le commerce de services de restauration (+8 % ; 8 Mds EUR).

Le [Chung-Hua Institution for Economic Research \(CIER\)](#) a revu ses prévisions de croissance à la hausse pour 2024, à 3,38 %, contre 3,1 % annoncé en janvier dernier. D'après le CIER, la demande domestique contribuera à la croissance à hauteur de 2,1 points, grâce essentiellement à la consommation privée (0,97 point) en progression de 2,01 % par rapport à 2023. L'investissement, suite à une décroissance sur 2023, devrait apporter une contribution positive au PIB de l'île (0,3 point ; +1,43 %), avec notamment l'apport dynamique du secteur public, soit environ 1 000 Mds TWD (30 Mds EUR) d'investissement en 2024. Quant au commerce extérieur, le CIER anticipe également une contribution positive (1,28 point) à la croissance avec la reprise des exportations (+7,89 %) et des importations (+5,27 %).

Retour au sommaire [ici](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Pékin
christian.gianella@dgtrésor.gouv.fr, hannah.fatton@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pékin

Abonnez-vous : laureen.calcat@dgtrésor.gouv.fr